

14/02/2014

La CES accueille avec satisfaction le rapport du Parlement de l'UE dénonçant les terribles conséquences sociales des politiques de la Troïka

La Confédération européenne des syndicats (CES) félicite la Commission de l'Emploi et des Affaires sociales du Parlement européen à la suite de l'adoption de son rapport sur les conséquences, en matière d'emploi et en matière sociale, des actions de la Troïka[1] à Chypre, en Grèce, en Irlande et au Portugal. Le rapport met en lumière les effets dévastateurs des politiques de la Troïka sur la cohésion sociale. Ses constatations font écho à l'expérience des membres de la CES dans les pays affectés, selon lesquels les actions de la Troïka ont conduit à un chômage massif, à l'effondrement des dépenses sociales et des systèmes de protection sociale, à une pauvreté et des inégalités accrues, ainsi qu'à un exode de la population, en particulier des jeunes, qui émigrent par pur désespoir.

Le rapport critique également le fait que la Troïka ait omis de consulter les syndicats, les employeurs et l'Organisation Internationale du Travail lors de la conception et de la mise en œuvre des programmes de sauvetage des pays. En outre, les attaques de la Troïka sur les salaires et les systèmes de négociation salariale dans ces quatre pays sont particulièrement préoccupantes car, comme le rapport le reconnaît à juste titre, l'Union européenne n'a pas de compétence sur les salaires.

La CES soutient la demande des membres du Parlement qui souhaitent que la Commission européenne procède à une analyse détaillée des conséquences des politiques de la Troïka sur l'emploi, la protection sociale et l'Acquis social européen. Nous accueillons également avec satisfaction leur appel en faveur d'un plan de relance et de mesures visant à redresser la situation sociale, y compris en luttant contre la pauvreté et en rétablissant les droits à la sécurité sociale, l'éducation et la négociation collective.

Veronica Nilsson, Secrétaire confédérale de la CES a déclaré: "Ce rapport touche le cœur même du problème. La Commission est censée être le gardien du Traité européen mais, dans la réalité, elle ne l'a pas été. Au contraire, elle a permis à la Troïka de violer nombre des principes essentiels de l'UE. Si nous voulons rétablir la confiance des travailleurs dans le projet européen, cette situation doit changer. En cette année d'élection, nous sommes persuadés que le rapport recevra le plein soutien du Parlement lorsqu'il sera voté lors de la session plénière."

[1] La "Troïka" se compose de la Commission, de la Banque centrale européenne et du Fonds Monétaire International.